

# Hebdo *Miss Morley* Canada



Ottawa, Canada.

Volume 3, No 18

le 30 avril 1975

**Aucune entente sur le prix du pétrole à la Conférence des premiers ministres, 1**

**Subvention du CRDI, 2**

**Prix américain à un film de l'ONF, 2**

**Aide pour le service aérien en Indonésie, 2**

**Exposition de peintures canadiennes en Chine, 3**

**Un nouveau gilet de sauvetage triple les chances de survie dans l'eau froide, 4**

**Secours au Vietnam et au Cambodge, 5**

**L'heure du système métrique a sonné, 6**

**Timbres en l'honneur d'écrivains, 6**

## **Aucune entente sur le prix du pétrole à la Conférence des premiers ministres**

*Lors de la Conférence des premiers ministres tenue à Ottawa le 9 avril, cinq provinces se sont opposées à la proposition d'augmentation du prix du pétrole au Canada. Le Gouvernement fédéral et les cinq autres provinces étaient en faveur d'une augmentation par rapport au prix de \$6.50 (à la tête de puits) le baril de pétrole.*

*Au moment de la conférence de presse qui a suivi la réunion, le 10 avril, le premier ministre Trudeau a déclaré qu'étant donné l'impossibilité d'en arriver à un accord, les premiers ministres provinciaux et lui-même en discuteraient bientôt ensemble dans l'espoir d'en arriver à un consensus.*

*Voici quelques extraits du discours prononcé par M. Trudeau à l'ouverture de la Conférence:*

Au cours des derniers mois de 1973 et des premiers mois de 1974, le monde entier a dû faire face à une crise provoquée par la très forte augmentation du prix du pétrole. En quelques mois seulement, les pays de l'OPEP, qui produisent la majeure partie du pétrole mondial, ont haussé le prix du pétrole brut à quatre occasions. La plupart des pays ont éprouvé de sérieuses difficultés à trouver les sommes nécessaires pour payer le pétrole dont ils avaient besoin. Leur situation est d'ailleurs toujours difficile. Une grande partie de la récession mondiale actuelle est attribuable à l'augmentation subite du prix de ce produit essentiel.

Le Canada, pour sa part, a eu la chance de produire, en 1974, assez de pétrole pour subvenir à ses besoins. Nous exportions alors aux États-Unis de grandes quantités de pétrole en provenance de nos puits de l'Ouest et nous importions des quantités équivalentes pour approvisionner l'Est. Nous avons pu exiger des prix plus élevés à l'exportation afin de couvrir les prix plus élevés que nous devions payer à l'importation. Cela nous a permis de maintenir très bas le prix du pétrole vendu au Canada. En apparence, donc, la crise n'a guère touché les Canadiens. Le problème d'alors et d'aujourd'hui est que nos réserves de pétrole brut à bon marché sont limitées. Au cours des prochaines années, nous devons importer de plus en plus de pétrole brut pour répondre à nos besoins. Nous deviendrons de plus en plus vulnérables aux décisions des

autres pays d'outre-mer en ce qui a trait à la détermination du prix du pétrole, voire même à la restriction des quantités mises en vente.

### **Nécessité de l'augmentation du prix**

Nous avons reconnu il y a un an qu'il était essentiel d'augmenter quelque peu le prix pour encourager la prospection et l'exploitation des réserves de pétrole du Canada. Nous avons également reconnu que les provinces productrices avaient le droit de demander un prix raisonnable pour leur produit qui se vendait alors beaucoup plus cher sur les marchés mondiaux. Les premiers ministres des provinces et moi-même sommes alors convenus, en mars dernier, que le prix de \$6.50 pour le pétrole brut canadien à la tête d'éruption plus les frais de transport, devait être maintenu pour une période de quinze mois. A cette époque, le cours mondial était d'environ \$10.50. Cet accord a permis d'amortir pour les Canadiens le coup si subit qu'ont essuyé d'autres pays. Cela a été possible grâce aux provinces productrices qui ont accepté pour leur pétrole un prix très inférieur à celui du marché international. Cette décision qui était tout à l'avantage des consommateurs canadiens est des plus importantes, étant donné la rapide diminution des réserves de pétrole à bon marché.

Aujourd'hui, alors que la durée de notre accord tire à sa fin, nous nous réunissons pour examiner les mesures à prendre concernant le prix du pétrole. L'année dernière, le prix du pétrole